

L'argent du génocide

L'argent de la falsification de l'histoire et du négationnisme en Turquie

Une violente polémique a éclaté en février 2006 en Turquie sur l'origine de la fortune du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, l'opposition réclamant qu'il dévoile son patrimoine dans un pays où la classe politique est rongée par la corruption.

L'affaire remontait au mois de janvier, lorsqu'un député du parti républicain du peuple (CHP - opposition social-démocrate) a déclaré à un journal que la fortune en liquide du Premier ministre s'élevait à 1,8 millions de livres turques (1,12 million d'euros).

Outre cet argent, M. Erdogan posséderait de nombreuses propriétés à Istanbul et Ankara, estimées à plusieurs millions de dollars.

De Davos (Suisse) où il se trouvait pour le Forum économique mondial, M. Erdogan a immédiatement déclaré aux journalistes qu'il ferait "des déclarations à ce sujet" devant ses députés.

Mais il est revenu sur ses propos le lendemain, affirmant que ses déclarations ne porteraient pas sur sa richesse.

Les télévisions ont alors retransmis en direct son discours hebdomadaire devant le groupe parlementaire de son parti de la Justice et du Développement (AKP - conservateur aux origines islamistes) dans l'espoir qu'il déclare publiquement ses avoirs.

Mais, dans un pays qui a entamé en octobre 2005 des négociations d'adhésion à l'Union européenne et où la corruption est encore endémique malgré certains progrès, M. Erdogan n'a rien dit et, tout au contraire, n'y est pas allé de main morte contre le CHP et les médias, les accusant de vouloir le discréditer.

"Nous ne nous engagerons jamais avec qui que ce soit dans une lutte dans la boue

qui ternira la politique", a-t-il notamment dit. Puis il a plus particulièrement attaqué Deniz Baykal, le chef du CHP, pour ses détournements financiers en tant qu'exécuteur testamentaire d'Ataturk.

« Le testament d'Ataturk »

Dans son testament Ataturk a légué tout l'argent et les actions qu'il possédait ainsi que ses biens mobiliers au parti Républicain du Peuple précisant que tout devait être confié à la Isbank, banque qu'il avait co-fondé et dont il détenait 28,09% des parts, tout en précisant que les bénéfices de ses parts devaient être versés conjointement à l'ensemble des enfants qu'il avait adopté et à l'Institut turc de l'histoire (Turk Tarih Kurumu) et l'Institut turc de la langue (Turk Dil Kurumu) sur une base de 50-50 après que les paiements à ses enfants adoptés aient été effectués. Il avait également indiqué qu'une maison devait être achetée pour Sabiha Gökçen (1) et que la maison où habitait Makbule (2) à Çankaya (3) devait rester à sa disposition jusqu'à la fin de ses jours.

« La réforme de l'histoire »



Première réunion de l'institut turc d'histoire avec au centre : Ataturk

En 1931, le gouvernement kémaliste crée le Turk Tarih Kurumu (Institut turc de l'Histoire) qui avait pour but d'explorer l'histoire turque. Réunissant un comité d'historiens, l'institut était placé sous la direction personnelle d'Atatürk.

Selon l'historien, Étienne Copeaux, chercheur au CNRS (4), les années trente en Turquie se caractérisent par une volonté de turcification. Dans un État qui se construit comme laïque il faut, dans le discours de l'État, définir « le Turc » sur une base autre que religieuse. C'est pourquoi l'identité musulmane a été recouverte par un vernis plus acceptable, un vernis ethnique ou racial.

Ainsi deux tâches s'imposent aux théoriciens de la nouvelle Turquie : créer, au moins dans le discours, une « race turque » ; et prouver que cette « race » est présente en Anatolie avant tous les autres peuples (Grecs, Arméniens) pour légitimer l'existence de la Turquie anatolienne face aux revendications adverses.

C'est le sens de la « thèse turque d'histoire » voulue par Mustafa Kemal en personne. Elle

consiste en un nouveau récit historique, selon lequel les Turcs d'Asie centrale auraient développé la première civilisation mondiale. En raison d'une crise climatique, ils auraient migré vers les périphéries de l'Eurasie vers 7000 avant Jésus-Christ, et auraient provoqué partout la « révolution néolithique » et la naissance des civilisations. La culture hittite, qui avait prospéré en Anatolie au II^e millénaire avant J.C., venait d'être mise au jour. Dans la logique de la « thèse » d'Atatürk, cette civilisation brillante ne pouvait qu'être d'origine turque. Les turcs, par l'intermédiaire des Hittites auraient donc été les maîtres des Grecs.



Cette « thèse » est érigée en histoire officielle en 1931-1932, sous la forme de nouveaux manuels d'histoire dont le contenu inspire toujours l'enseignement actuel.

Le Turk Dil Kurumu a été créé en 1932 également par Atatürk avec comme objectif de supprimer totalement l'alphabet arabe en usage sous l'Empire ottoman, afin de le remplacer par l'alphabet latin et procéder aussi à une grande épuration du lexique envahi par les mots arabes et persans et des tournures arabo-persanes présentes dans la langue.

Un manuel de géographie réalisé par le célèbre géographe turc Faik Sabri Duran publié en 1929 définit le pays dans un raccourci extraordinaire : « La Turquie est actuellement composée de terres où se sont établis (yerleşmiş) uniquement des Turcs. Les non-Turcs, les étrangers à la turcité, sont restés en dehors de la patrie ou en ont été retirés (çekilmiş), et c'est ainsi que s'est construite l'unité nationale. »

Trois sciences doivent confirmer ces hypothèses.

L'archéologie -

Le but assigné à la nouvelle archéologie turque est de développer les connaissances sur les

Hittites et de prouver leur turcité.

L'anthropologie -

Sous la direction de Sevket Aziz Kansu l'anthropologie doit prouver une continuité raciale en Anatolie depuis les Hittites, et l'existence d'une race turque autochtone. Il faut absolument établir que les Turcs sont de race blanche, européenne, de manière à prouver que les Européens descendent des Turcs et proviennent eux aussi d'Asie. Pour ce faire, S.A. Kansu puis Afet Inan (qui est l'une des filles adoptives d'Atatürk) multiplient les mensurations de squelettes anciens et récents. Cette anthropologie alimente ensuite le racisme des années quarante. Le sommet de cette « recherche » est la thèse d'Afet Inan, menée sous la direction d'Eugène Pittard, soutenue en 1939 à Genève et publiée en 1941, en français, sous le titre « L'Anatolie, pays de la « race » turque », livre basé sur les mensurations de 64 000 individus.

La linguistique -

Enfin, la linguistique turque, par l'extravagante « théorie de la langue solaire », a cherché à prouver que la langue turque serait la première langue parlée par les humains, et qu'elle serait donc à l'origine de tous les langages de l'humanité.

« Le procès »

De la date de la mort d'Ataturk en 1938 à l'an 2000 le Parti Républicain du Peuple a respecté la volonté d'Ataturk.



Ancien président du parti politique CHP : Deniz Baykal

En 2000, Deniz Baykal décide de mettre fin aux versements à l'Institut turc d'histoire et à l'Institut turc de la Langue prétextant que les deux institutions ont été dissoutes le 12 septembre 1980 quand l'Armée turque, avec à sa tête le général Kenan Evren, commet un coup d'État et instaure un régime militaire qui se maintiendra jusqu'en 1983.

L'enjeu est de taille, fondée en 1924 sur les ordres d'Atatürk İsbank est considérée comme la première banque nationale après l'instauration de la République. Aujourd'hui les actions d'İsbank sont cotées à la Bourse de Londres

comme à celle d'Istanbul. Isbank représente près de 10% des échanges sur la bourse d'Istanbul. En dehors de ses activités bancaires, İş Bankası est l'actionnaire principale d'Aria, la troisième compagnie de réseau-mobile téléphonique. La somme en jeu atteint 12 millions d'euros chaque année.

Le Président de l'institut turc d'histoire Yusuf Halaçoğlu a réagi à la décision de Deniz Baykal en intentant une action devant la justice et déclarant que l'argent appartenant aux instituts avait été sacrifié à de simples conflits politiques. Yusuf Halaçoğlu avait rappelé que les deux instituts avaient été rétablis quelques mois après leur dissolution et selon leurs anciennes dénominations et avaient coopéré avec le CHP lors d'un procès en 1995 concernant les parts d'Atatürk dans Isbank qui étaient demeurées bloquées par le trésor.

La justice turque donne raison au Président de l'institut turc d'histoire condamnant le CHP à verser les revenus des années 2000 à 2004. La décision a été confirmée en appel malgré l'argumentaire du CHP que les deux institutions établies en vertu du même nom n'étaient plus soumises aux dispositions du droit privé.

Du côté des plaignants il avait été indiqué que l'article 134 de la constitution de 1982 confirmait la création sous le patronage spirituel d'Atatürk de l'Institut supérieur Atatürk de la culture, de la langue et de l'histoire, réunissant le Centre Atatürk de recherche, l'Institut turc de la langue, l'Institut turc de l'histoire et le Centre culturel Atatürk, ayant pour but d'effectuer des recherches, par des méthodes scientifiques, sur la pensée, les principes et les réformes d'Atatürk, et dans les domaines de la culture, de l'histoire et de la langue turques, de les faire connaître, de les propager et d'éditer des publications à leur sujet. La Constitution précise que l'Institut supérieur Atatürk de culture, de langue et d'histoire possède la personnalité morale publique, et est rattaché à la présidence du Conseil sous la vigilance et l'appui du Président de la République.

Quant aux avantages financiers prévus par le testament d'Atatürk au bénéfice de l'Institut turc de la langue et l'Institut turc de l'histoire la Constitution prévoit qu'ils seront préservés et continueront à leur être alloués.

Un jour après le procès Erbaşar Ozsoy l'avocat du CHP, Bican Ahmet Ercilasun l'ancien président de l'Institut turc de la langue et Yusuf Halacoglu président de l'Institut turc de l'histoire ont signé un accord selon laquelle les sommes dues seront versés sur une base régulière. Quant au passif l'Institut turc de la langue et l'Institut turc de l'histoire reçoivent

chacun 58,5 millions de nouvelles livres turques soit 25 345 400 euros.

S'exprimant devant la presse Yusuf Halacoglu a déclaré : « Pour des problèmes économiques, nous avons des difficultés à répondre aux mensonges des arméniens.. Nos recettes viennent simplement des ventes de livres. Nous travaillons avec deux personnes. Alors qu'il nous en faut vingt .Si nous avons reçu cet argent, on aurait formé une équipe. Nous faisons des recherches mais nous n'avons pas de personnel qui parle l'arménien. C'est un grand défaut. ». Dès la réception de l'argent ce dernier partait en Azerbaïdjan dans les camps de réfugiés azéris ayant fui les combats au Karabagh pour recruter des Azéris parlant l'arménien avant d'être démis de ses fonctions le 23 juillet 2008.

L'importance des sommes en jeu attise les convoitises. Le gouvernement turc a déposé début septembre 2011 un projet de loi visant à supprimer les personnalités juridiques des deux instituts et transférant leurs prérogatives à l'Institut supérieur Atatürk de la culture, de la langue et de l'histoire ce qui ferait perdre aux deux instituts leur autonomie. Opposé au projet Ali Birinci, qui avait succédé à Yusuf Halacoglu au poste de président de l'Institut turc d'histoire, sera démis de ses fonctions le 13 septembre 2011.

De son côté Gürkut Acar, député du CHP d'Antalya, a déposé en janvier 2012 une proposition de loi visant à attribuer aux deux instituts une personnalité de droit privé sous le modèle associative permettant de se défaire de la tutelle du gouvernement.

Le combat pour la gestion de l'argent finançant la rhétorique anti arménienne et anti génocide reste au cœur des préoccupations des politiciens turcs.

Adrien TOPALIAN

Juin 2012

(1) L'hebdomadaire Agos a révélé que la fille adoptive d'Atatürk, Sabiha Gokcen, était arménienne de naissance. Gokcen, décédée en 2001 à l'âge de 88 ans, était une icône féministe de la Turquie moderne. Elle s'est rendue mondialement célèbre en devenant la première femme pilote de combat de son pays. Les récits officiels rapportent qu'Atatürk l'a adoptée en 1925 après l'avoir rencontrée lors d'une visite à Bursa, dans l'Ouest de la Turquie. Agos a publié les déclarations d'une Arménienne, Hripsime Sebilciyan Gazalyan, qui affirmait être la tante de Gokcen. Elle expliquait qu'Atatürk avait retiré sa nièce d'un orphelinat situé dans la ville de Sanliurfa, dans le Sud-Est, où elle avait été placée après avoir perdu ses parents dans les massacres d'Arméniens. L'article a provoqué la fureur de l'«Etat pro-fond ». Des

protestataires ont bloqué l'entrée des bureaux d'Agos et les journaux ont signalé que Hrant Dink, son rédacteur en chef, avait reçu des menaces de mort anonymes. « J'ai écrit à propos des massacres de 1915-1917, mais ces articles ont suscité moins de réactions que le reportage sur la fille d'Atatürk », avait fait remarqué Hrant Dink. « Sabiha Gokcen était une héroïne, un mythe pour les femmes turques. En affirmant qu'elle était arménienne, ce mythe a volé en éclats »

(2) Sœur d'Ataturk

(3) Le palais de Çankaya est la résidence du Président près d'Ankara. Le quotidien Hurriyet le 16 mars 2007 avait révélé que le gouvernement turc avait confisqué en 1915 cette maison mais aussi tous les biens de la famille Kasapyan et avait envoyé en déportation tous les membres de la famille.

(4) Étienne Copeaux, exposé à l'ENS, Paris, 19 février 2008, dans le cadre du séminaire d'Emmanuel Szurek sur l'Anatolie